

Austérité Négocié par la droite hier, voté par la "gauche" demain ? Contre le pacte budgétaire européen

En mars 2012, l'écrasante majorité des chefs d'États des pays membres de la zone euro (à commencer par Sarkozy et Merkel) signe le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Ce traité impose la marche à suivre des politiques économiques et monétaires pour les années à venir.

François Hollande, dans ses promesses électorales, annonçait la non-signature du dit Traité sans modification conséquente surtout en ce qui concernait la Règle d'or. Nouvellement élu, il veut désormais faire ratifier au plus vite (début octobre) par le Parlement le TSCG plus connu désormais sous l'appellation de Pacte Budgétaire !

Un Pacte absurde.

Tout d'abord, ce Pacte est une absurdité économique. Vouloir diminuer le déficit des États (jusqu'à 0.5% du PIB) est catastrophique. Ces derniers pour compenser ne peuvent que pratiquer des coupes drastiques dans les dépenses publiques, s'interdisant tout développement ou rénovation. Les inégalités explosent, de nombreux besoins ne sont plus satisfaits. Partout des millions d'emplois sont en jeu. Le Diktat de l'équilibre budgétaire permanent est un frein pour s'attaquer à la crise. Les difficultés d'une entreprise comme PSA découlent de l'écroulement de la demande des pays du Sud (Grèce, Espagne). Leurs habitants voient leur salaire, leur retraite fondre comme peau de chagrin. Les entreprises refusent d'investir. Les coupes sombres que connaissent leurs dépenses publiques doivent être perçues comme

des signes avant-coureur. Les taux de chômage explosent : la France comptait officiellement 3 millions de chômeurs début septembre, du jamais vu ! Il est important de signaler ici que le FMI lui-même a reconnu qu'en ramenant le déficit à 3% du PIB en 2013 (la fameuse règle d'or du pacte budgétaire) cela créerait 300 000 chômeurs en plus.

Quand l'insupportable est atteint.

De plus, le Pacte Budgétaire ne se contente pas d'être une absurdité économique. Il est aussi socialement insupportable. En multipliant les Programmes d'Ajustements Structurels dans les pays en difficultés (Grèce, Espagne bientôt le Portugal voire l'Italie), les protections traditionnelles sont mises à mal.



Les populations les plus fragiles souvent les plus précaires hélas (femmes, jeunes, ouvriers et immigrés) paient le prix fort. Plus grave, les pays du Nord, qui semblaient globalement épargnés sont en train à leur tour "par le miracle" du Pacte Budgétaire de perdre pied dans une spirale impitoyable vecteur de pauvreté et de récession à l'échelle de l'Europe toute

entière. Pour la première fois depuis la deuxième Guerre Mondiale le quotidien des européens se dégrade. Les enfants risquent de vivre moins bien que leurs parents pour contenter une infime minorité de financiers qui en demandent sans cesse davantage.

La Démocratie qui chancelle

Le TSCG est un déni de démocratie. Un non-respect de ces directives entraînera des sanctions immédiates qui mettront les pays fautifs au ban des autres nations européennes. La Commission et les cours européennes (non élues) seront dorénavant les juges des budgets nationaux. Leur rôle se limitera à rassurer les marchés financiers. Nous ne pouvons l'accepter. L'heure est grave. Les périodes de crises ont toujours fait le miel de l'extrême droite et de la xénophobie dans l'histoire de l'humanité. La ratification du Traité Budgétaire peut faire exploser la zone euro. En le refusant, la France peut donner l'exemple et ouvrir le débat. Les parlementaires doivent prendre leur responsabilité en votant contre. Une lettre ouverte et un formulaire en ligne pour interpeller nos députés sont disponibles sur le site :

www.stopausterite.org

Pour plus de renseignements :
Rendez-vous sur notre site internet ou sur www.sudeducation.org



Union Syndicale
Solidaires
3, Cité des Castors sous le vent
97300 CAYENNE
0594.38.86.08 - 0694.28.75.25
sudeducaguyane@laposte.net
www.sudeducationguyane.org



La gauche au pouvoir :

La Méthode change, pas le Remède

C'est certain ni le nouveau président ni notre nouveau ministre ne dénigreront le boulot accompli tous les jours par les travailleurs de l'Éducation Nationale que nous sommes. Maintenant nous allons être « appréciés ». Nous allons nous sentir aimés par les hautes sphères gouvernementales. A SUD Éducation nous avons franchement le sentiment que ce sera là le seul changement. Mais si dorénavant on nous passera la pommade nous craignons franchement que ce ne soit pour mieux nous faire avaler la pilule néo-libérale.

La faute à Sarkozy... mais pas seulement

Depuis son arrivé rue de Grenelle Vincent Peillon n'arrête pas de chanter partout que cette rentrée n'est pas la sienne mais celle voulue par Sarkozy et Chatel. Mais on peut se demander si finalement elle ne fait pas l'affaire du nouveau gouvernement. Car malgré les discours enflammés, ils ont choisi de la laisser quasiment telle quelle, en ne proposant que des aménagements à la marge, là où un véritable plan d'urgence était nécessaire... et assez facilement possible, avec un peu de volonté politique :

- Personne ne nous fera croire qu'il n'était pas possible de recréer immédiatement des milliers de postes, en commençant par titulariser les précaires.
- Après que le Conseil d'État a annulé au 31 juillet 2012 le cahier des charges de la formation des professeurs et des CPE, il était tout à fait possible d'améliorer vraiment les conditions d'entrée dans le métier des stagiaires. Mais Peillon a décidé cet été de publier le cahier des charges préparé par Wauquiez et Chatel, alors que ce projet avait été unanimement condamné par le CNESER (le 19 mars) et par le Conseil supérieur de l'Éducation (le 12 avril).



Ça ira mieux demain... mais aujourd'hui?

Peillon a justifié l'insuffisance des mesures d'urgence par le lancement d'une grande consultation « pour la refondation de l'école ». Mais parallèlement le président de la République veut faire ratifier au plus vite le « Pacte budgétaire » signé par Sarkozy le 25 mars dernier. Pacte qui va faire de la Commission et de la Cour européenne de justice les juges, non démocratiquement élus, des budgets nationaux. Nous savons bien qu'une fois ce traité ratifié il n'y aura plus aucune possibilité de rupture avec le démantèlement libéral du service public d'éducation. On ne voit pas comment l'État pourra s'engager sur un plan d'urgence pour l'éducation en Guyane si le seul souci de nos gouvernants devient la réduction des déficits.

En Guyane, cette rentrée s'avère aussi (voire plus) difficile que les autres. Le manque de moyens, de matériel pédagogique criant sur tout le territoire, toujours plus d'enfants et pas assez de structures pour les accueillir, des conditions d'hygiène et de sécurité mettant en danger élèves et personnels, ...

Réfléchir à la refonte de l'École d'accord mais agir pour l'école en Guyane c'est mieux. Les gouvernements changent mais pas nos revendications ! SUD éducation continuera de se battre pour une école démocratique, critique et émancipatrice pour toutes et tous.

Pour le service public d'éducation comme pour l'ensemble des questions qui touchent au monde du travail, le véritable changement dépend avant tout de nos mobilisations.

Coordonnées Pour contacter les militants SUD Éducation

Pour nous rencontrer, nous tenons une permanence les mardis après-midi et jeudis au local de SUD :

3, cité des Castors sous le vent à Cayenne

☎ 0594.38.86.08 - 0694.28.75.25

✉ : sudeducguyane@laposte.net

Toutes les infos sur : www.sudeducationguyane.org

Pour contacter les sections :

A Cayenne :

David Meroux :
06.94.40.94.05

Ophélie Nortes :
06.94.26.36.64

Christophe Cherblanc :
06.94.96.36.56

A Kourou :

Damien Davy :
0694.43.25.85

Sandra Claudon :
06.94.45.35.29

A St Georges :
Virginie Barbier :
06.94.94.36.99

A St Laurent :

Guillaume Bouveur :
0694.45.90.59

Marie Bauer :
06.94.22.22.10

Pour contacter nos commissaires paritaires :

Certifiés 2nd degré :

Alexandra Crette :
alexandra.crette@free.fr

Agrégés :

Martine Buffet :
martine.buffet@wanadoo.fr

Fanny Cazard :
f_cazard@yahoo.fr

Retrouvez les infos de SUD Éducation Guyane sur le site web www.sudeducationguyane.org

Brèves

Refonte de l'IPSI

Le gouvernement envisage une modification de la prime. Il s'agirait de l'augmenter pour les enseignants qui vont enseigner en zones isolées et de la diminuer pour ceux qui sont affectés à Cayenne ou Kourou.

A SUD, nous pensons que si le recteur veut que les enseignants restent alors la meilleure prime ce sont des conditions de travail correctes. Du matériel pour pouvoir faire son boulot correctement et sans que les familles, ni les enseignants soient sans cesse obliger d'y mettre de leur poche (cf article : Une nouvelle rentrée avec les moyens du bord)

La cantine scolaire en question

Comme beaucoup de personnes nous sommes choqués d'entendre que 38 élèves des lycées Raymond tarcy et Lumina Sophie de Saint-Laurent ont été victimes d'une intoxication alimentaire parce que les repas étaient assurés par un prestataire privé. Nous nous interrogeons sur ce genre de pratique. .

La santé de nos enfants serait-elle en question juste parce qu'on ne veut pas se donner les moyens de mettre en place une cantine scolaire aux normes dans chaque établissement scolaire ou école ? Faudra-il d'autres intoxications pour que les pouvoirs publics réagissent ? Dans un pays où les maladies liées à l'alimentation (diabète, cholestérol, hypertension, obésité...) sont de plus en plus problématiques, nous nous demandons si tout cela n'est pas n'est pas un déni de santé publique.

Pas de paie pour les contractuels en septembre ?

Vendredi 21 septembre, nous avons eu vent d'une nouvelle inquiétante. Les contractuels ne seraient pas payés à la fin du mois de septembre ! Situation qui se répète hélas depuis plusieurs années en Guyane !



SUD Éducation décide alors de demander une audience au rectorat, assortie d'un préavis de grève histoire de leur mettre la pression pour que les salaires soient versés à temps. Nous avons donc été reçus mercredi 26 septembre au rectorat par M. Fonderflick, nouveau secrétaire général de l'académie et M. Willard, directeur des ressources humaines. Ils ont convenu qu'il y avait bien eu un problème lors de la remontée des payes en Martinique. Craignant la grogne, le rectorat a alors demandé aux gestionnaires de revenir travailler la matinée samedi 22 septembre, ce qu'ils ont fait. Ils affirmaient donc ce mercredi 26 septembre que 553 des 560 contractuels concernés toucheraient bien une avance de 100% de leur salaire en date du 28 septembre. Pour les 7 restants, ils nous l'ont promis pour, au plus tard, le 2 octobre.

Nous ne pouvons qu'inviter les concernés à nous faire remonter d'éventuels soucis.

Avant la fin de notre rencontre, nous avons demandé au rectorat comment il était possible que cette situation se reconduise tous les ans. Le rectorat nous répond alors que cela est essentiellement dû au nombre de contractuels dans l'académie. A cela nous répondons forcément, titularisation pour Tou-te-s !

Audience

Rencontre avec l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

Fin juin 2012 SUD Éducation Guyane a adressé un courrier au Recteur pour l'interpeller sur la mise en place du Registre Santé Sécurité Conditions de travail (RSST) dans les établissements et écoles de l'académie. Suite à cela nous avons été reçu par monsieur Patrick Langlois, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) et Monsieur Jean-Joël Dechesne, Conseiller de prévention.

Lors de cette rencontre, nous avons demandé à ce que comme le veut la législation, tous les établissements et écoles soit effectivement doté d'un RSST accessible à tous. L'inspecteur nous a répondu qu'il verra avec le recteur pour qu'une information allant dans ce sens soit transmise à tous les chefs de service (chef d'établissement, IEN).

Nous avons dénoncé le fait que la plupart des IEN ne connaissent pas leurs obligations en matière de santé et de sécurité. De ce fait, nous invitons tous les collègues à signaler les problèmes relavant de la sécurité ou des conditions

Stagiaires

Encore une année à quasi temps plein sans vraie formation, c'est cela le résultat de la mastérisation du recrutement reconduite cette année par M. Peillon ! En cette rentrée 2012, le ministre a décidé une décharge de 3 H de l'obligation de service des certifiés à condition qu'ils ne « disposent pas d'une forte expérience en tant que contractuel » [sic]. En Guyane, la majorité des stagiaires ont eu leur concours en interne. Ils font donc 18 heures de cours et participent obligatoirement à une formation hebdomadaire le vendredi. Ils travaillent donc plus qu'un titulaire. Dans une lettre adressée au recteur, le vendredi 21 septembre, nous avons rappelé qu'être stagiaire implique une prise de recul sur sa pratique professionnelle. Comment peuvent-ils en trouver le temps entre les cours, leurs préparations, les corrections, les rendez vous avec le tuteur et la formation ? Bref, on ne cherche pas à bien former des professeurs mais à gagner du temps et de l'argent.

de travail directement auprès de l'ISST s'ils ne trouvent pas de Registre Santé et Sécurité au Travail dans leur établissement ou école. Nous avons aussi demandé à ce que conformément à la législation, le Conseiller de prévention soit à temps plein et pas à 30% comme c'est le cas aujourd'hui. Vu l'étendu de notre académie, nous ne voyons pas comment la personne qui a la charge de se rendre dans les établissements pour constater les problèmes peut le faire s'il n'est pas à temps plein. Nous ne savons pas si notre courrier en est la cause mais il s'avère que cela devrait être fait au plus vite.

D'ors et déjà SUD Education est train de préparer une plaquette spéciale santé sécurité et conditions de travail. L'objectif est de vous donner les moyens d'interpeller la hiérarchie et le CHSCT.

La législation en la matière vient de changer. Vous verrez que de nouveaux leviers s'offrent à nous pour obliger la hiérarchie à faire son boulot.

Déformation professionnelle

Le plus intolérable et le plus dangereux reste le trajet qu'on leur inflige. Doit-on attendre qu'un de nos collègues subissent des dommages gravissimes ? Un stagiaire en poste sur St Laurent a déjà été victime d'un accident de la route alors que nous ne sommes qu'à un mois de la rentrée. Heureusement, les dégâts n'ont été que matériels. Mais imaginez dans quel état d'esprit ce collègue prendra la route durant toute cette année scolaire. Nous rappelons que le recteur de l'académie est responsable de tous ses personnels même de ceux qui n'osent pas se plaindre au risque de ne pas être titularisés. Il ne coûterait pas cher de combler les six temps plein nécessaires pour les 27 stagiaires de la Guyane. Mais visiblement la hiérarchie est même prête à faire des économies sur le dos des stagiaires et le fait que cela peut avoir un impact sur leur santé n'y change rien.

Bilan

Depuis son arrivée notre nouveau recteur n'a de cesse de répéter qu'il va faire en sorte que les enseignants restent au moins 5 ans sur l'académie. Pour en rajouter il n'hésite pas à pointer du doigt les « brebis galleuses » qui ne pensent qu'à toucher les primes pour partir ensuite... Dans un monde où l'argent est devenu la question centrale personne ne s'étonnera qu'il puisse aussi y avoir des « chasseurs de primes » [sic] dans l'éducation nationale. Mais n'est-ce pas là un superbe contre feu pour ne pas s'occuper de tous les autres. Celles et ceux, qui avec rien ou presque, essaient de faire tourner leurs classes et qui constituent la grande majorité des enseignants de Guyane.

Travailler sans outils !

Demande-t-on à un chirurgien d'opérer sans scalpel et surtout qui oserait lui demander de l'acheter lui même ? Dans la plupart des établissements et écoles de Guyane c'est pourtant le lot quotidien de nombre d'enseignants. Certes les situations ne sont pas les mêmes mais d'une commune à l'autre les enseignants ont le sentiment légitime d'être pris pour des imbéciles.

A St-Laurent

S'il y a bien un lieu où l'on est sûr de trouver des profs c'est bien au cybercafé, là où les photocopies sont les moins chères. Les classes sans manuels scolaires, ou désuets, sont majoritaires. Chaque année, les maigres commandes que l'on accorde par école arrivent en novembre et incomplètes... quand on a de la chance. Les collègues sont obligés de dépenser des centaines d'euros pour ne pas laisser leurs élèves dans des conditions lamentables. Apprendre à lire sans livre, voilà une belle façon de voir l'éducation prioritaire...

Pour cette nouvelle année la mairie a décidé de réduire d'un tiers le nombre de photocopies attribuées à chaque école. On était à 3 photocopies par semaine et par enfant, nous voici à 2. Dans d'autres écoles,



puisqu'il faut réduire d'un tiers, pas de photocopies au premier trimestre, la logique comptable est imparable!

A Kourou

Cette année est à placer dans les crues exceptionnels. Toutes les commandes, ou presque, étaient là pour la rentrée. Exception faite de tout le matériel didactique des maternelles. Les collègues qui prennent une ouverture de classe se retrouvent donc sans matos. C'est le cadeau de bienvenue.

Par contre, les directeurs ont eu le bonheur d'apprendre que le coffre fort de la caisse des écoles où certains avaient entreposé l'ordinateur de la direction a été fracturé pendant les vacances. Celles et ceux qui n'avaient pas fait de sauvegarde ont du refaire le boulot de préparation de la rentrée fait en juin. Pour la petite info la caisse des écoles est située à 50 mètre des locaux de la police municipale...

Le parc des photocopieurs vient de prendre une année de plus et cela se voit encore un peu plus. Si à Kourou les écoles sont normalement équipées d'un photocopieur il commence à y en avoir de plus en plus en

Invitation au débat du club de la presse :

" Quel projet pour l'éducation en Guyane ! "

Mardi 25 septembre, Sud-Education-Guyane était invité à un débat sur le projet éducatif guyanais. MM. Sorèze, Inspecteur d'Académie, et Silveira, doyen des inspecteurs, représentaient le rectorat et nous étions quant à nous aux côtés du SGEN-CFDT pour représenter les syndicats des personnels. M. Porthos devait représenter la FCPE mais, sans doute mal à l'aise avec sa double casquette d' élu, il quitta précipitamment le débat avant qu'il ne commence. Emmanuel Toko, président du club de la presse, lança donc le débat en demandant à chacun de s'exprimer sur le projet et la situation de l'école en Guyane. Nous ne fûmes hélas pas surpris d'entendre M. Sorèze parler du projet académique. Il est pourtant difficile de voir un lien entre un projet académique purement administratif voire bureaucratique et la réalité de nos écoles et de nos établissements scolaires.

panne. Les collègues de l'école du vieux bourg pourront encore côtoyer leur bonne vieille photocopieuse en panne depuis un an maintenant.

A Cayenne

A Cayenne, les écoles ont reçu un courrier de la mairie les informant le 7 septembre que les copieurs présents allaient être remplacés sous un délai de "8 semaines au moins". La raison de cela est très simple : la mairie n'ayant pas honoré ses dettes le fournisseur a décidé d'interrompre son contrat et de récupérer ses machines... Du coup, les enseignants se retrouvent, en pleine rentrée, obligés de confier leurs photocopies aux agents municipaux pour qu'ils les fassent en mairie. Pas très pratique mais bon... et puis, direz vous, les élèves peuvent toujours copier dans leurs cahiers... oui, certes si les parents leur ont bien acheté tous les articles de la liste de classe car du côté des fournitures municipales : pas de cahier ni de stylo !

A force de bosser dans ces conditions nous finissons presque par oublier que dans les écoles « normales », les parents d'élèves n'achètent rien.

C'est à notre hiérarchie de faire en sorte que les collectivités fassent leur part du boulot et mettent les moyens pour qu'enseignants et enfants puissent bosser dans des conditions convenables.

Mais, le rectorat ne s'arrêta pas là et défendant corps et cris sont projet académique, M. Sorèze alla jusqu'à dire que le projet académique avait, depuis quelques années, résolu le problème de la non scolarisation en réduisant le nombre des enfants privés d'école de 8000 à 500, chiffre des enfants inscrits sur les listes d'attente des mairies de Guyane ! Déclaration très fantaisiste qui suscita évidemment l'indignation de nombreux parents et enseignants présents dans la salle. Hélas, la suite des échanges fut du même tonneau, le rectorat ayant visiblement décidé de nier en bloc tout ce qui le dérangeait voire de traiter de menteurs ceux qui osaient lui rappeler la vérité ! Et le projet éducatif guyanais, direz-vous, dans tout ça ? Malheureusement, il semble être moins important que le fait de sauvegarder les apparences !